ART. 2. — Les agents recrutés au titre de l'article premier, 1^{er} alinéa, sont nommés à l'emploi de Contrôleur et Contrôleur Principal des Affaires Foncières, à l'échelon comportant un traitement égal, ou à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur ancien emploi. Ils conservent l'ancienneté acquise dans leur échelon si l'augmentation de traitement est inférieure à celle résultant d'un avancement d'un échelon dans leur précédent emploi.

ART. 3. — Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 2 mars 1960 (4 ramadan 1379).

Par le Président de la République Tunisienne :
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation.

BAHI LADGHAM.

REMUNERATION DES FONCTIONNAIRES

Décret N° 60-66 du 2 mars 1960 (4 ramadan 1379), relatif au classement hiérarchique des fonctionnaires du Secrétariat d'Etat à l'Agriculture.

hiérarchiques des grades ou emplois des fonctionnaires de l'Etat et Etablissements publics de l'Etat, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Agriculture,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Le classement hiérarchique et l'échelonnement indiciaire, applicables au personnel titulaire ci-après du Secrétariat d'Etat à l'Agriculture, sont fixés ainsi qu'il suit :

ART. 2. — Le classement hiérarchique des grades et emplois, visé à l'article premier, est fixé ainsi qu'il suit :

GRADES ET EMPLOIS	INDICES		OBSERVATIONS
	NORMAUX	EXCEPTIONNELS	
Inspecteur des Affaires Foncières.....	225-460	500	
Contrôleur des Affaires Foncières.....	185-315	340-360	

ART. 3. — L'échelonnement indiciaire, applicable au personnel ci-après du Secrétariat d'Etat à l'Agriculture, est fixé

ainsi qu'il suit :

GRADES ET EMPLOIS	CLASSES ET ECHELONS	INDICE	OBSERVATIONS	
Inspecteur des Affaires Foncières.....	Classe exceptionnelle :		(1) Classe exceptionnelle réservée à 20 % de l'effectif.	
	Echelon unique.....	500 ⁽¹⁾		
	1 ^{re} classe :			
	2 ^e échelon.....	460		
	1 ^{er} —.....	420		
	2 ^e classe :			
	4 ^e échelon.....	380		
	3 ^e —.....	340		
	2 ^e —.....	300		
	1 ^{er} —.....	260		
Stagiaire.....	225			
Contrôleur Principal.....	Classe exceptionnelle :		(2) Classe exceptionnelle réservée à 10 % de l'effectif.	
	2 ^e échelon.....	360 ⁽²⁾		
	1 ^{er} —.....	340		
	Classe normale :			
	4 ^e échelon.....	315		
	3 ^e —.....	305		
	2 ^e —.....	290		
	1 ^{er} —.....	275		
	Contrôleur.....	6 ^e échelon.....		265
		5 ^e —.....		250
4 ^e —.....		235		
3 ^e —.....		225		
2 ^e —.....		210		
1 ^{er} —.....		200		
Stagiaire.....		185		

ART. 4. — Les Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 2 mars 1960 (3 ramadan 1379).

P. le Président de la République Tunisienne :
Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

et par délégation,

BAHI LADGHAM.

EXPROPRIATION

Décret N° 60-71 du 3 mars 1960 (5 ramadan 1379), portant expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires aux travaux d'assainissements de la plaine de Chaouat « Emissaire principal ».

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 9 mars 1939 (17 moharem 1350), portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le certificat du 3 juin 1959 (26 doûl kaada 1378), mentionnant l'affichage du plan parcellaire effectué en vertu des dispositions de l'article 10 du décret susvisé du 9 mars 1939 (17 moharem 1350);

Vu l'avis du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Sont expropriés pour cause d'utilité publique, les immeubles d'une superficie approximative de 33 ha. 76 a. 51 ca., nécessaires aux emprises du canal émissaire principal d'assainissement de la plaine de Chaouat.

Ces immeubles, indiqués par une teinte rose sur les plans parcellaires annexés au présent décret, sont situés dans les Gouvernorats de Bizerte et Tunis. Leurs propriétaires ou présumés tels, sont :

NUMEROS des PARCELLES	DESIGNATION DES PROPRIETAIRES
1	M. Dureu Albert.
2	M. Pellissier René, Robert.
3	M. Verdière Jules.
4	M. Picquernal Maurice.
5	M ^{me} V ^{ve} Pascal Gustave.
6	M. Pavia Mathieu.
7	M. Pascal Henri.
8	M. Lemaître Marcel.
9	M ^{me} Dupontis Germaine et M. Cornebois Fernand.
10-11	Et-Habous privé Mohamed ben Naceur Bouchoucha.
12	M. Aï ben Mohamed El Booli ben Hassen El Akari.

ART. 2. — Les parcelles expropriées sont inscrites au sommier du Domaine public de l'Etat.

ART. 3. — Sont également expropriés, tous droits mobiliers ou immobiliers qui grèvent ou pourraient grever les dits immeubles.

ART. 4. — Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 3 mars 1960 (5 ramadan 1379).

P. le Président de la République Tunisienne :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,

BAHI LADGHAM.

PRIX DU COTON NON EGRENE

Arrêté des Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Agriculture du 3 mars 1960 (5 ramadan 1379), fixant le prix du coton non égrené pour la campagne 1959.

Les Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Agriculture,

Vu la loi N° 59-17 du 5 février 1959 (26 redjeb 1378), portant institution du marché du coton en Tunisie,

Vu le décret-loi N° 60-8 du 16 février 1960 (18 chaabane 1379), relatif à la culture et à l'égrenage du coton en Tunisie,

Arrêtent :

ARTICLE PREMIER. — Le prix du quintal de coton à la production, rendu sur wagon-gare au magasin de l'organisme stockeur, dans la localité la plus proche du lieu de production, ou pour parité de ces conditions, est fixé à :

1° Coton première qualité : 14 dinars

Caractéristiques :

Couleur blanc beurré, exempt de débris végétaux, notamment débris de feuilles, débris de capsules et de tous corps étrangers (terres, pierres, morceaux de ficelle), ainsi que de coton provenant de capsules parasitées (fibre noires).

2° Coton deuxième qualité : 13 dinars

Caractéristiques :

a) Couleur blanc grisâtre ou jaunâtre, exempt de débris végétaux (feuilles et capsules) et de tous corps étrangers (terres, pierres, morceaux de ficelle), ainsi que de coton provenant de capsules parasitées (fibres noires).

b) Coton présentant les mêmes caractéristiques que la première qualité, mais possédant un faible pourcentage de coton provenant de capsules parasitées, ou de débris végétaux (feuilles et capsules), à l'exception de tous autres corps étrangers (terres, pierres, morceaux de ficelle).

3° Coton troisième qualité : 12 dinars

Caractéristiques :

a) Couleur grisâtre ou jaunâtre, exempt de tous débris végétaux (feuilles et capsules) et de tous corps étrangers (terres, pierres, morceaux de ficelle), ainsi que de coton provenant de capsules parasitées (fibres noires).

b) Coton présentant les mêmes caractéristiques que celui de la deuxième qualité, paragraphe « a »), mais possédant un faible pourcentage de coton provenant de capsules parasitées (fibres noires), ou de débris végétaux, à l'exception de tous autres corps étrangers.

4° Coton quatrième qualité : 11 dinars

Caractéristiques :

Sont classés dans cette catégorie, les cotons des qualités précédentes présentant un pourcentage élevé de coton provenant de capsules parasitées (fibres noires) ou de débris végétaux, à l'exception de tous corps étrangers.

ART. 2. — Le coton qui ne présente pas les caractéristiques fixées à l'article premier du présent arrêté, est considéré comme non loyal et marchand, et son prix peut être librement débattu entre acheteur et vendeur.

ART. 3. — La détermination de la qualité sera effectuée contradictoirement entre acheteur et vendeur. En cas de conflit, l'arbitrage de l'Office des Céréales peut être demandé par l'une ou l'autre des parties.

ART. 4. — Pour toutes les qualités de coton définies à l'article premier du présent arrêté, le taux d'humidité, au moment de la livraison, ne doit pas être supérieur à 8 % au maximum. Au-dessus de ce taux, le coton est considéré comme non loyal et marchand.

ART. 5. — Les prix normaux de rétrocession du coton par les organismes stockeurs, comprennent :

1° Le prix de base fixé à l'article premier du présent arrêté;